

## 15<sup>E</sup> PLAN QUINQUENNAL EN CHINE : LA PUISSANCE AVANT LA RÉDUCTION DES DÉSÉQUILIBRES

Le 15<sup>e</sup> plan quinquennal, feuille de route de l'économie chinoise pour les années 2026 à 2030, ne marque pas un tournant car il s'inscrit dans la continuité du plan précédent. Il confirme, ou plutôt accentue, la stratégie de développement de la Chine basée sur l'affirmation de sa puissance exportatrice, industrielle et technologique. Au lieu d'insister sur le rééquilibrage du modèle de croissance et le renforcement de la consommation intérieure, Pékin privilégie l'industrie et l'innovation, cherche à accroître sa domination dans les secteurs critiques et à garantir sa « sécurité nationale ». Cette orientation doit alerter le reste du monde : elle atténue, certes, les pressions inflationnistes et le coût de la transition bas-carbone, mais elle impose aussi de fortes pressions concurrentielles et des tensions commerciales, et crée un risque de nouvelles dépendances vis-à-vis de la Chine dans les hautes technologies.

### MODÈLE DE CROISSANCE : PAS DE RÉÉQUILIBRAGE

La priorité accordée au secteur manufacturier exportateur et à la politique industrielle ressort sans ambiguïté du 15<sup>e</sup> plan quinquennal, dont la version finale a été publiée en mars dernier. Le texte invite ainsi à « poursuivre la modernisation du système industriel » et à « développer les nouvelles forces productives de qualité ».

Cette stratégie entretiendra les déséquilibres entre moteurs interne et externe de la croissance chinoise. Depuis la sortie de la crise du Covid de 2020-2022, la croissance économique repose essentiellement sur les exportations tandis que la demande intérieure peine à se redresser. En 2025, la croissance du PIB réel a atteint 5% : les exportations nettes y ont contribué à hauteur d'un tiers, un niveau historiquement élevé, tandis que la contribution de la consommation des ménages est restée inférieure à son niveau des années pré-Covid (contenue à 40% de la croissance du PIB réel), et la croissance de l'investissement a atteint un point bas (inférieure à 2% en termes réels).

Le 15<sup>e</sup> plan quinquennal ne s'attaque pas frontalement à ce déséquilibre, qui constitue pourtant l'une des principales fragilités de l'économie chinoise. Certes, le renforcement de la consommation privée est explicitement mentionné comme un objectif pour les cinq prochaines années. Les autorités envisagent des mesures favorisant l'emploi, la hausse des revenus et l'amélioration du système de protection sociale. Mais cet objectif demeure secondaire, sans chiffres ni calendrier contraignant, à l'inverse des cibles précises et ambitieuses fixées à l'innovation et à l'industrie.

Par exemple, le renforcement du système de santé et de la protection sociale est envisagé à travers une série de petites mesures, dont certaines sont déjà mises en œuvre depuis quelques mois (allocations jeunes enfants, hausses des pensions de retraite, extension du régime d'assurance-dépendance, etc.). Cependant, ces mesures et les autres actions envisagées sont modestes. Elles s'attaquent peu au principal frein à la consommation : la faiblesse de la confiance des ménages, alimentée par la crise immobilière depuis 2021 et un marché de l'emploi qui ne retrouve pas les conditions d'avant-Covid (progression moindre du revenu disponible, dégradation des créations d'emplois, chômage plus élevé notamment chez les jeunes).

D'autres pistes sont évoquées pour renforcer progressivement la consommation. L'urbanisation, par exemple, n'est plus un objectif en soi comme dans les plans précédents, mais fait partie d'une stratégie globale visant, entre autres, à améliorer l'accès aux services publics. La construction d'un marché national unifié, afin notamment de réduire les distorsions régionales, est également évoquée. De fait, le 15<sup>e</sup> plan

appelle à élargir l'offre de biens et services pour « libérer le potentiel de consommation », et à encourager la consommation de produits verts, de biens à plus forte valeur ajoutée, et de services « de qualité » (dans la santé, le tourisme, le sport, etc.). Or, le principal problème vient de la demande, pas de l'offre.

L'idée implicite des autorités est, sans doute, que la consommation privée « suivra » les transformations structurelles de l'économie et de la société, du marché et de l'offre disponible. Le plan mise sur une expansion progressive de la consommation intérieure à long terme plutôt que sur un véritable choc de soutien à court terme.

### INNOVATION, IA ET TECHNOLOGIES DE POINTE : UN IMPÉRATIF STRATÉGIQUE

Le cœur du 15<sup>e</sup> plan quinquennal réside bien davantage dans l'innovation, moteur de la modernisation et impératif stratégique à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, l'innovation, les sciences et technologies et l'intelligence artificielle (IA) sont des leviers de croissance indispensables pour accroître les gains de productivité et compenser les effets du ralentissement démographique. Pékin veut doubler le PIB par habitant (à prix constant) entre 2020 et 2035, ce qui requiert un taux de croissance annuel moyen de l'économie de 4,2% au cours de la prochaine décennie (ce taux est passé de +7,7% par an en 2010-2019 à +4,9% en 2020-2025). Cet objectif est ambitieux et ne peut être atteint que grâce à des gains de productivité importants. En particulier, le développement de l'IA sur toute la chaîne de valeur – des matériaux critiques aux puces, des modèles les plus puissants à ses applications dans l'ensemble des secteurs de l'économie et de la population – sont au centre de la stratégie chinoise visant à stimuler la productivité.

Par ailleurs, les avancées technologiques sont un terrain de confrontation directe avec les États-Unis. La course aux semi-conducteurs (un « secteur pilier »), à l'IA et à l'informatique quantique alimente la rivalité entre les deux puissances. Dans ce contexte, le 15<sup>e</sup> plan fait de la suprématie dans les technologies les plus avancées une priorité pour Pékin.

Enfin, la sécurité nationale ressort comme un principe clé du nouveau plan quinquennal, une priorité absolue. Cela explique l'accent mis sur le « contrôle des chaînes de valeur industrielles et d'approvisionnement », le « renforcement des capacités scientifiques et technologiques » et le développement des secteurs stratégiques (de même que la sécurité énergétique et alimentaire). La recherche de sécurité nationale, d'autosuffisance et de souveraineté technologique justifie que la politique industrielle et l'innovation passent avant les politiques de soutien à la demande et l'expansion de la consommation privée.



La recherche de puissance et d'autonomie technologique s'appuiera sur des efforts massifs d'investissement dans la recherche, l'innovation et les infrastructures numériques. Les dépenses de R&D (déjà 2,8% du PIB en 2025) doivent croître de plus de 7% par an en 2026-2030, comme dans le 14<sup>e</sup> plan, mais l'accent est davantage mis sur la recherche fondamentale. Alors que la Chine s'est longtemps concentrée sur le développement et la commercialisation de technologies appliquées, le 15<sup>e</sup> plan appelle à des « percées décisives » pour « remporter la bataille des technologies clés ». La Chine compte continuer à monter en gamme, à développer les technologies critiques et les industries du futur, et à consolider rapidement son avantage comparatif dans un nombre croissant de secteurs.

Les industries clés ciblées comprennent, en particulier, les batteries de nouvelle génération et les énergies vertes, les semi-conducteurs, l'IA, la robotique, les biotechnologies et l'aérospatial. Le 15<sup>e</sup> plan appelle également à moderniser les industries traditionnelles grâce à l'innovation. L'ensemble de ces secteurs continueront de bénéficier de subventions publiques, d'un accès privilégié à l'énergie et aux matières premières, d'un soutien logistique et d'un cadre réglementaire favorable.

## UNE CHINE PLUS PUISSANTE ET PLUS OFFENSIVE : UN DÉFI POUR LE RESTE DU MONDE

La stratégie chinoise continuera d'avoir des répercussions majeures sur le reste du monde. D'abord, la pression concurrentielle exercée par les biens chinois persistera et touchera davantage de secteurs. La compétitivité-prix élevée, l'expansion et la montée en gamme rapide de la production industrielle, tout en maintenant un avantage important dans les secteurs à moindre valeur ajoutée, combinées à une demande intérieure fragile, se traduiront par des exportations toujours massives. L'hégémonie technologique des États-Unis se trouve menacée ; l'Europe, dont la croissance dépend des exportations et de la complémentarité des avantages comparatifs, sera contrainte ; et les industries en développement des pays émergents seront fragilisées.

Par ailleurs, le 15<sup>e</sup> plan quinquennal invite aussi à délocaliser davantage les capacités de production chinoises. Il parle de « soutenir les entreprises dans leur expansion à l'étranger », encourageant leurs investissements directs à des fins économiques et géopolitiques. Cela doit permettre à la Chine de contourner les barrières commerciales, de sécuriser son accès aux ressources critiques ainsi qu'aux marchés, et de délocaliser la production pour créer des emplois dans les pays partenaires et ainsi apaiser les tensions.

Parallèlement, la politique de substitution aux importations, de sécurisation des chaînes de valeur et d'autosuffisance, et la montée en gamme industrielle réduiront encore les besoins en importations de la Chine et, de fait, les débouchés pour ses partenaires commerciaux exportateurs de biens manufacturés.

En revanche, des opportunités subsistent dans les services, notamment technologiques, où la demande chinoise continuera de se développer et de dépendre de l'expertise étrangère. Le 15<sup>e</sup> plan évoque la possibilité d'encourager les investissements directs étrangers, en particulier dans les secteurs de « services modernes » tels que la santé et la culture.

Enfin, la montée en gamme et la sécurisation des chaînes de valeur risquent d'accroître les dépendances du reste du monde vis-à-vis de la Chine. Après les minerais critiques et les technologies vertes, la Chine pourrait devenir un fournisseur incontournable dans de nouveaux segments de haute technologie. Cette évolution crée des enjeux stratégiques majeurs pour les économies avancées.

Les choix de Pékin présentent également quelques atouts pour ses partenaires commerciaux, qui ont accès à des biens à bas prix, ce qui réduit le coût de l'adoption des énergies bas-carbone et contribue à atténuer l'inflation. Ces effets sont d'autant plus précieux dans le contexte actuel de hausse des prix de l'énergie, de pressions inflationnistes et d'accélération de la transition énergétique.

\*\*\*

Le 15<sup>e</sup> plan quinquennal ne cherche pas à corriger les déséquilibres du modèle de croissance chinois, mais renforce au contraire la trajectoire de la période post-Covid. La stratégie de développement qui sera maintenue à court et moyen terme repose sur l'offre, le renforcement de la souveraineté et la domination technologique et exportatrice. Cette orientation répond aux contraintes internes (démographiques, budgétaires) de la Chine ainsi qu'à ses ambitions géopolitiques. Faute de rééquilibrage de ses moteurs de croissance en faveur de la consommation intérieure, la Chine est donc tributaire de la volonté du reste du monde de continuer à absorber ses excédents de biens, de capitaux et de capacités productives. Les négociations entre la Chine et ses partenaires commerciaux constituent un immense défi et suivront probablement plusieurs approches. Pour les pays partenaires, il s'agira de s'adapter à la montée en puissance de l'industrie et des technologies chinoises, de se protéger contre l'hypercompétitivité-prix des biens chinois (alors que la Chine dispose aussi d'armes pour lutter contre les velléités protectionnistes, notamment par le biais de contrôles sur les exportations de matériaux critiques) et de tenter de réduire les déséquilibres commerciaux. Mais aussi et surtout, de nouvelles formes de partenariats devront être trouvées. Avec une demande intérieure structurellement fragile et la poursuite du découplage avec les États-Unis, la Chine a tout intérêt à entretenir de bonnes relations avec l'Europe et le reste du monde. *cf. Edito de l'EcoWeek à paraître le 18 mai prochain.*

**Christine Peltier**  
christine.peltier@bnpparibas.com

